

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

U.D.A.F. DU CHER

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU CHER

29, avenue du 11 Novembre

18000 BOURGES

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

<p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</p>
--

Aux membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaires aux Comptes pour la période du 1^{ER} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenue ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Doulchard, le 18 juin 2025

SAS COGEP AUDIT

Commissaire aux Comptes
Représentée par

Thibaut CLAVIER





ACTIF		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois		31/12/2023 12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Immobilisations Corporelles				
Terrains		66 710,09		66 710,09
Constructions		676 282,27	-173 119,42	503 162,85
Autres		319 620,20	-276 483,39	43 136,81
Immobilisations Financières				
Autres		97,65		97,65
TOTAL I		1 084 485,53	-471 378,13	613 107,40
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés		4 285,00		4 285,00
Autres		213 117,60		213 117,60
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités		165 608,94		165 608,94
TOTAL III		383 011,54		383 011,54
Comptes de Régularisation				
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance		12 510,27		12 510,27
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL IV		12 510,27		12 510,27
TOTAL GENERAL		1 480 007,34	-471 378,13	1 008 629,21

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024	31/12/2023
		Durée 12 mois	12 mois
Fonds Associatifs			
Fonds associatifs sans droit de reprise (dont legs ,subv. d'invest. renouv)			
Ecart de réévaluation			
Réserves statutaires et réglementées			
Réserves réglementées		394 835,80	356 773,04
Réserves indisponibles		248 962,54	248 962,54
Report à nouveau (gestion non contrôlée)			
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		-45 451,08	-100 139,24
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		-152 607,52	-49 727,91
Fonds associatif avec droit de reprise			
Résultats sous contrôle tiers financeurs			
Résultats sous contrôle tiers financeurs		-103 707,30	38 771,53
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		21 012,06	19 339,29
Droits des propriétaires (Commodats)			
TOTAL I		363 044,50	513 979,25
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL II			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		80 000,00	66 394,74
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		115 267,59	105 259,96
TOTAL III		195 267,59	171 654,70
Fonds Dédiés			
Sur subventions de fonctionnement			31 650,68
TOTAL IV			31 650,68
Dettes			
Emprunts Obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		108 504,92	118 392,88
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes recus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		28 605,24	7 240,07
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		123 170,27	113 178,77
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		163 036,69	23 807,38
TOTAL V		423 317,12	262 619,10
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		27 000,00	
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL VI		27 000,00	
TOTAL GENERAL		1 008 629,21	979 903,73



Compte de résultat



CONSOLIDATION TOUS

Arrêté au :						
31/12/2024			31/12/2023			Variation
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	433,20	0,03	473,60	0,04	-40,40	-8,53
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	111 475,31	7,61	93 534,10	7,88	17 941,21	19,18
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	111 475,31	7,61	93 534,10	7,88	17 941,21	19,18
Concours publics et subvt ^e exploitation	1 465 533,14	100,00	1 187 717,74	100,00	277 815,40	23,39
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	1 465 533,14	100,00	1 187 717,74	100,00	277 815,40	23,39
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	26 394,74	1,80	5 918,21	0,50	20 476,53	345,99
Utilisations des fonds dédiés	31 650,68	2,16			31 650,68	
Autres produits	8,48	0,00	7,55	0,00	0,93	12,32
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	1 635 495,55	111,60	1 287 651,20	108,41	347 844,35	27,01
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	28,99	0,00	18,53	0,00	10,46	56,45
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	316 100,08	21,57	246 221,51	20,73	69 878,57	28,38
Impôts, taxes et versements assimilés	84 071,52	5,74	64 140,80	5,40	19 930,72	31,07
Salaires et traitements	848 747,25	57,91	707 284,57	59,55	141 462,68	20,00
Charges sociales	318 588,13	21,74	242 589,81	20,42	75 998,32	31,33
Dotations aux amortissements	36 766,07	2,51	23 829,27	2,01	12 936,80	54,29
Autres charges	3 204,47	0,22	8 278,31	0,70	-5 073,84	-61,29
Dotations aux provisions	50 007,63	3,41	25 533,23	2,15	24 474,40	95,85
Report en fonds dédiés						
Aides financières	18 746,62	1,28	18 302,52	1,54	444,10	2,43
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	1 676 260,76	114,38	1 336 198,55	112,50	340 062,21	25,45
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-40 765,21	-2,78	-48 547,35	-4,09	7 782,14	-16,03
Produits financiers						
Produits financiers de participations	1 672,77	0,11	2 572,68	0,22	-899,91	-34,98
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	1 672,77	0,11	2 572,68	0,22	-899,91	-34,98
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	4 897,54	0,33	1 143,80	0,10	3 753,74	328,18
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	4 897,54	0,33	1 143,80	0,10	3 753,74	328,18
RESULTATS FINANCIERS	-3 224,77	-0,22	1 428,88	0,12	-4 653,65	-325,69
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-43 989,98	-3,00	-47 118,47	-3,97	3 128,49	-6,64
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital	353,23	0,02			353,23	
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	353,23	0,02			353,23	
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	107 298,00	7,32	36,34	0,00	107 261,66	
Sur opération en capital			0,42	0,00	-0,42	-100,00
Dotation aux amortissements et aux prov.	1 672,77	0,11	2 572,68	0,22	-899,91	-34,98
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	108 970,77	7,44	2 609,44	0,22	106 361,33	4 076,02
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-108 617,54	-7,41	-2 609,44	-0,22	-106 008,10	4 062,48

Compte de résultat



CONSOLIDATION TOUS

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%

Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL VIII							
PRODUITS	1 637 521,55	111,74	1 290 223,88	108,63	347 297,67	26,92	
CHARGES	1 790 129,07	122,15	1 339 951,79	112,82	450 177,28	33,60	
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-152 607,52	-10,41	-49 727,91	-4,19	-102 879,61	206,89	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

Compte de résultat



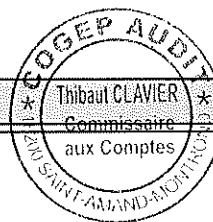
CONSOLIDATION TOUS

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS							
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole		28 335,70	1,93			28 335,70	
CONTRIBUTIONS CHARGES		28 335,70	1,93			28 335,70	

Compte de résultat

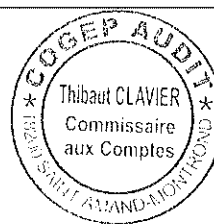
CONSOLIDATION TOUS

Liste des structures



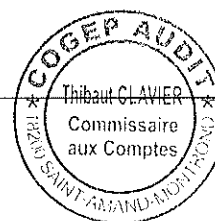
ANNEXE COMPTABLE





SOMMAIRE

A- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION	3
B- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	3
C- PROCEDURES	4
D- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	4 - 7
Hypothèses de base	4
Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels	5 - 7
E- NOTES RELATIVES AU BILAN	7 - 9
Note 1 : Immobilisations incorporelles	7
Note 2 : Immobilisations corporelles	7
Note 3 : Etat des échéances des créances	8
Note 4 : Fonds associatifs	8
Note 5 : Provisions pour risques et charges	9
Note 6 : Etat des échéances des dettes	9
F- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	10
Note 7 : Détail des subventions par financeurs	10
Note 8 : Détail des charges à payer	10
Note 9 : Evolution des effectifs	10
Note 10 : Engagements donnés ou reçus	10
Note 11 : Autres informations	10



A- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales du Cher (Udaf du Cher) existe depuis 1945 dont l'objectif principal est la défense et représentation des intérêts moraux et matériels des familles sur le département du Cher.

Au 31 décembre 2024, l'Udaf du Cher compte 30 salariés qui sont répartis sur les secteurs d'activité suivants :

- L'action institutionnelle
- Les actions conventionnelles (Structurer et développer des lieux de soutien à la parentalité, Partager la lecture, Accompagner et soutenir les aidants familiaux)
- Le service Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux
- Le service Information et Accompagnement Budgétaire
- Le service Délégué aux Prestations Familiales
- Le service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs
- Le service Ethique

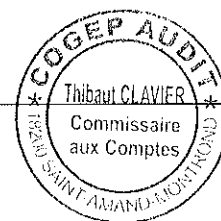
B- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Sur l'année 2024, le service a fait procéder à l'évaluation de la qualité de ses prestations par le Cabinet QOANIX, conformément à la **loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale** et la **loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé**, qui mettent en place des obligations en matière d'évaluation de la qualité des services.

Celle-ci a concerné les services PJM et DPF pour un montant de 12 097,88 €.

Nombre de salariés jusque-là exclus du SEGUR, ont bénéficié de l'accord agréé du 4 juin 2024 de la branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale dit "Sécur pour tous", avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024 pour un coût d'environ 50 000 €, non financé encore à ce jour par les services de l'état. Si nous nous réjouissons pour les professionnels bénéficiant de cette reconnaissance, il n'en demeure pas moins que l'absence de financement dédié n'est pas sans conséquence sur la trésorerie de l'association. En effet, cette mesure s'applique à l'ensemble des services de l'Udaf 18, sans pour autant que les financements suivent. Elle s'ajoute aux effets du SEGUR qui n'ont pas été compensés en totalité sur certains services comme le SIAB, l'ISTF, la Maison des familles et de la parentalité, l'Institution.

Pour les services non financés par les services de l'état, le Sécur pour tous est à la charge de l'association, et s'élève à 22 400 €.



C- PROCEDURES

L'Udaf du Cher est engagée dans deux procédures prud'homales initiées par deux anciens professionnels.

La 1^{ère} procédure a été initiée par l'ancienne directrice.

En 1^{ère} instance, le 30 novembre 2023, l'Udaf du Cher a été condamnée à payer la somme de 35 010.35 € à la plaignante. Elle a interjeté appel de ladite décision. L'appel n'étant pas suspensif, nous avons dû régler la somme de 35 010.35 € en reprenant une partie de la provision constituée à cet effet en 2022.

En appel, en sus de la somme de 35 010.35 €, elle a été de nouveau condamnée à verser la somme de 107 000 € à la plaignante. Après consultation d'un avocat, sur la suite à donner, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas se pourvoir en cassation.

La 2^{ème} procédure a été introduite par un ancien chef de service en contestation de son licenciement.

Dans cette affaire évoquée dans l'exercice précédent, l'audience de départage a abouti à une nouvelle condamnation de l'Udaf du Cher pour un montant de 120 000 €. L'appel a été interjeté par l'Udaf du Cher.

Une nouvelle provision pour risques et charges de 40 000 € a été constituée pour compléter celle du même montant effectuée sur l'exercice précédent.

En sus de ces condamnations, le coût de ces procédures s'est élevé pour 2024 à 30 000 € en frais d'avocat conseil.

D- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

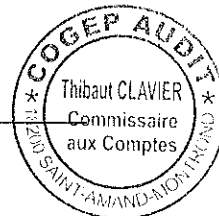
Hypothèses de base

Les principes généraux de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- prudence ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- continuité d'exploitation.

L'exercice est d'une durée normale de 12 mois, comparable à celle de l'exercice précédent.

Les comptes sont établis en Euros.



Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les comptes sont établis conformément aux règlements n° 2014-03 et à l'avis 2007-05 du CNC, et aux nouveaux règlements ANC 2018, 2019 et 2020, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales sont appliquées dans le respect de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Elles résultent des dispositions du Plan Comptable des établissements et services publics sociaux et médicaux sociaux issus de l'arrêté du 10 décembre 2007, relatif au plan comptable M22. Par ailleurs, l'affectation des résultats est inscrite dans les comptes conformément à la réglementation en vigueur.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en monnaie nationale courante.

Plus particulièrement, les modes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations

♦ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels : 1 an / L

♦ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

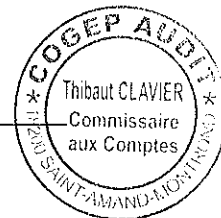
Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire (L) en fonction de la durée de vie prévue. L'immeuble a été inscrit en 7 composants dont les principaux taux utilisés sont les suivants :

- Constructions : 50 ans / L
- Agencements des constructions 25 ans, 15 ans et 10 ans / L
- Agencements divers : 5 ans / L
- Matériel de bureau et informatique : 3 et 5 ans / L

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

♦ Immobilisations financières

Les « autres participations » font l'objet d'une dépréciation dans la mesure où leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur d'entrée dans le patrimoine.



Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées à leur valeur nominale.

Réserves

Les affectations en réserves résultent de l'affectation des résultats de chaque activité, proposée par l'association et acceptée par les tiers financeurs, compte tenu des règles particulières du code de l'action sociale et des familles, qui fixe les modalités d'affectation du résultat.

Provisions pour risques et charges

Des « provisions pour risques et charges » sont constituées à la clôture d'un exercice, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il existe des obligations certaines de la société à l'égard de tiers ;
- il est probable que l'entité ait à effectuer des sorties de ressources au profit de ces tiers, sans contrepartie au moins équivalente de leur part après la date de clôture ;
- il est possible d'estimer de manière fiable ces sorties de ressources.

Provision pour Indemnité de Fin de Carrière :

Une provision pour Indemnités de Fin de Carrière (IFC) a été calculée sur l'ensemble du personnel à compter du 1^{er} janvier 2007.

Cette provision est calculée sur la base des éléments suivants :

- ✓ date d'entrée ;
- ✓ année de naissance ;
- ✓ salaires de décembre ;
- ✓ ancienneté évaluée à l'âge de 63 ans ;
- ✓ indice de vie (TPRV/TP 93) ;
- ✓ actualisation (taux 3.77 %) et taux de probabilité de départ (6.83 %) ;
- ✓ taux de charges (34 %).

Les droits acquis au terme sont évalués d'après la Convention Collective soit :

- ✓ un mois de salaires après 10 ans ;
- ✓ trois mois de salaires après 15 ans ;
- ✓ six mois de salaires après 25 ans ;

Le calcul des droits acquis pour l'année 2024 se clôture par une dotation aux provisions d'exploitation de 10 007.63 €.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les plus et moins-values sur cessions d'immobilisations et les produits ou les charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entité et dont on ne s'attend pas à ce qu'elles se reproduisent de manière fréquente ou régulière.

Contributions volontaires en nature

Le bénévolat correspond au temps consacré par les membres du Conseil d'administration, et des membres de l'entité qui participent aux différentes actions menées par l'association. La valorisation de ces temps au taux horaire de 11.65 € auquel s'ajoute les charges, représente un total de 60 883 € au titre de l'exercice 2024.

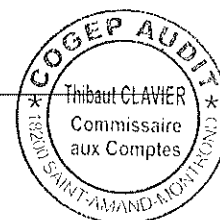
E - NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 1 - Immobilisations incorporelles

(en €)	01.01.2024	(+)	(-)	31.12.2024
Frais d'établissement				-
Fonds commercial				-
Autres immob. Incorp.	23 593	-	1 818	21 775
Total brut	23 593	-	1 818	21 775
Amort. & prov.	23 593			23 593
Total net	-	-	1 818	-

NOTE 2 - Immobilisations corporelles

(en €)	01.01.2024	(+)	(-)	31.12.2024
Terrains	66 710			66 710
Constructions	676 262			676 262
Installations techniques				-
Autres immob. Corp.	306 672	15 662	3 368	318 966
Immob. En cours	-		-	-
Total brut	1 049 645	15 662	3 368	1 061 939
Amort. & prov.	416 205	60 404	-	476 609
Total net	633 440	-	3 368	585 329

**NOTE 3 – Etat des échéances des créances**

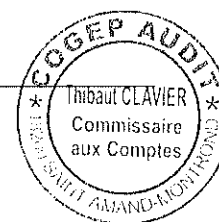
(en €)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	98		98
Clients			
Autres créances	213 118	213 118	
Personnel et CR			
Sécurité sociale et CR			
Etat et autres collectivités			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	12 510	12 510	
Total	225 726	225 628	98
Montant des prêts accordés	-		
Montant des prêts remboursés	-		

NOTE 4 – Fonds associatifs

(en €)	01/01/2024	(+)	(-)	31/12/2024
Réserves	605 736	30 990		636 726
dont réserves des activités sous gestion contrôlée	356 773	30 990		387 763
Report à nouveau	- 61 368	86 247	174 037	- 149 158
dont report à nouveau sous gestion contrôlée	38 772	9 500	151 979	- 103 707
Résultat de l'exercice	- 49 728	- 152 608	- 49 728	- 152 608
Résultat sous contrôle financeur				-
Subventions d'investis.	-		-	-
Réint. subventions d'investis.	-	-		-
Provisions réglementées	19 339	1 673		21 012
Total	513 980	- 33 698	124 309	355 972

	2024	2023
Résultat des activités propres	- 44 600	54 688
Résultats sous contrôle du tiers financeur	- 108 008	- 104 416
DPF	- 39 719	- 15 385
PJM	- 68 288	- 89 031
	- 108 007	- 104 416
Résultat comptable association	- 152 608	- 49 728

Les résultats 2023 sous contrôle de tiers financeurs seront définitivement affectés en N+2 lors du retour de l'analyse du compte administratif 2023.

**NOTE 5 – Provisions pour risques et charges et fonds dédiés**

(en €)	01/01/2024	(+)	(-)	31/12/2024
Provisions pour risques	66 395	40 000	26 395	80 000
Provisions pour IFC	105 260	10 008		115 268
Total	171 655	50 008	26 395	195 268
Fonds dédiés	31 651	-	31 651	-
Total	203 305	50 008	58 045	195 268

Evolution des provisions :

Estimation suite recours salarié au conseil de prud'hommes de 40 000 € (en plus des 40 000 € provisionnés en 2023) et une reprise du solde de 26 395 € sur les 60 000 € provisionnés en 2022 (dont 33 605 € repris en 2023).

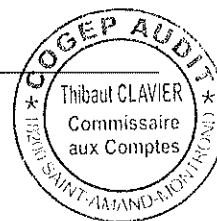
Actualisation des engagements de retraite 10 008 €.

Evolution des fonds dédiés :

Reprise de 2 481.64 € sur le service ISTF et 29 169.04 € sur le service SIAB.

NOTE 6 – Etat des échéances des dettes

(en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				-
Emprunts à 1 an à l'orig.				-
Emprunts à plus 1 an	108 505	10 322	46 016	52 167
Emprunts et dettes fin.				-
Fournisseurs et CR	25 950	25 950		-
Personnel et CR	2 656	2 656		-
Sécurité sociale et CR	123 170	123 170		-
Etat et autres collectivités		-		-
Dettes sur immobilisations				-
Groupe et associés				
Autres dettes	129 980	129 980		
Produits constatés d'av.	27 000	27 000		
Total	417 261	319 078	46 016	52 167
Emprunts souscrits	120 000			
Emprunts remboursés	108 505			



F – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 7 – Détail des subventions par financeurs

	Etat	Collectivités territoriales	UNAF	CAF	Autres	Montant fin exercice
Concours publics	989 969					989 969
Subventions d'exploitation	92 483	163 726	156 730	62 625		475 564
Subventions d'investissements						
TOTAL	1 082 452	163 726	156 730	62 625		1 465 533

NOTE 8 – Détail des charges à payer

(en €)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs	-	-
Dettes fiscales et sociales	85 215	92 994
Autres dettes	134 265	23 807
Total	219 481	116 801

NOTE 9 – Evolution des effectifs

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	3	3
Agents de maîtrise	-	-
Employés	27	25
Total	30	28

NOTE 10 – Engagements donnés ou reçus

Engagements et cautions donnés : Néant.

Engagements et cautions reçus : 70 000 € par l'UNAF (50 % de l'emprunt contracté) en 2012

NOTE 11 – Autres informations

La rémunération du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2024 s'établit à 6 048 € TTC honoraires entrant exclusivement dans le cadre de la révision légale des comptes.

Le montant total des fonds gérés par l'association au 31 décembre 2024 pour le compte des majeurs protégés s'élève à 14 372 259 €.

La rémunération brute des dirigeants (Loi 2006-586 du 23 mai 2006 concernant les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés) est de 143 622 € pour l'exercice 2024.